

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 02 JUIN 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **02 juin à 18 heures 00**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 27 juin 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mme SERRE, M. TESTA, Mmes BAUMEL, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX, TRIOLET, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : M. TINDILLIÈRE, Mmes PARIS, GOUILLY, COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, MUNSTER, MM. DUCHÊNE, ERRE.

Absente : Mme GOLLÈS.

11 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme PARIS donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ Mme GOUILLY donne pouvoir à M. GREENHALGH ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET ;

Secrétaire de séance : Monsieur Pascal GREENHALGH.

- N°36 -

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION AVEC LA MISSION LOCALE

Rapporteur : Madame Alexandra JACQUEMOT

La mission locale joue un rôle essentiel auprès des jeunes de 16 à 25 ans de notre arrondissement, en matière d'accueil, d'information, d'orientation, d'insertion et d'accompagnement vers l'emploi.

Par délibération n°56 du 21 septembre 2020, le Conseil Municipal a approuvé la convention entre la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS et la Mission Locale.

Il convient donc de la renouveler pour une nouvelle période de 3 années.

Vous trouverez ci-joint le projet de convention à conclure avec la Mission Locale.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10,

Vu le décret n°2001-495 en date du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Il vous est proposé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver la convention à passer avec la Mission Locale, dont un exemplaire est joint au présent rapport ;

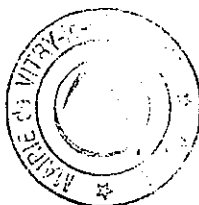
2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ladite convention ;

3°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits à notre budget 2025 et le seront aux budgets suivants.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance,


Pascal GREENHALGH

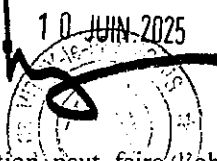


POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,


Jean-Pierre BOUQUET

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le - 6 JUIN 2025
et de la publication le 10 JUIN 2025
ou de la notification d



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS : Séance du Conseil Municipal du 02 juin 2025

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS ET LA MISSION LOCALE DE L'ARRONDISSEMENT DE VITRY-LE-FRANÇOIS

Entre les soussignées :

- La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, représentée par Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire de la Ville, domicilié en l'Hôtel de Ville, agissant au nom et pour le compte de ladite ville en exécution de la délibération du Conseil Municipal du

Ci-après dénommée par les termes «la Ville»

D'une part,

et :

- L'association dénommée la MISSION LOCALE, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, dont le siège est situé 18, rue Marabais, représentée par sa Présidente Déléguée Madame Alexandra JACQUEMOT, dûment habilité par le Conseil d'Administration.

Ci-après dénommée par les termes « l'Association »

D'autre part,

Préambule :

Selon les dispositions de l'article 10 de la loi n°2000-321 en date du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, «l'autorité administrative qui attribue une subvention doit, lorsque cette subvention dépasse un seuil fixé par le décret 2001-495 en date du 6 juin 2001, à savoir 23.000,00 €, quelles que soient les formes de subventions ainsi que la valorisation des aides en nature et les mises à disposition de personnel, conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée.»

La Ville accorde des subventions aux associations agissant sur le territoire de la commune pour accompagner leurs actions, leur pérennité et leur développement.

La Ville souhaite conclure un partenariat avec les associations afin de fixer les objectifs communs et d'assurer un suivi des réalisations des associations.

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet

Par la présente convention, la MISSION LOCALE s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à l'objet social de l'association dont le contenu est précisé à l'article 3 et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Pour sa part, la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

Article 2 : Durée

La présente convention est consentie et acceptée à compter de sa signature jusqu'au 31 décembre 2025. Elle sera renouvelable par tacite reconduction à compter du 1^{er} janvier 2026 pour une durée d'un an, dans la limite de 2 fois, soit jusqu'au 31 décembre 2027, sauf résiliation dans les conditions prévues à l'article 10.

Seul le montant de la subvention allouée par la Ville fait l'objet d'une délibération annuelle soumise au Conseil Municipal, afin d'en déterminer le montant.

À son expiration, une nouvelle convention peut être conclue après autorisation par le Conseil Municipal.

Article 3 : Objectifs

Pendant toute la durée de la présente convention, l'Association a pour objectif d'être un outil d'animation et de proposition entre les différents partenaires (élus locaux, administrations, agents économiques, associations) concernés par l'insertion professionnelle et sociale des jeunes de 16 à 25 ans de l'arrondissement de VITRY-LE-FRANÇOIS.

L'Association a pour objectifs :

- accueil, information, orientation et accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans de l'arrondissement de VITRY-LE-FRANÇOIS ;
- aider les jeunes de 16 à 25 ans à construire un itinéraire d'insertion sociale et professionnelle et assurer le suivi de son application. A cet effet, elle est le relais entre le jeune et les organismes compétents, notamment en matière de formation, d'insertion professionnelle et d'emploi ;
- contribuer à assurer une intervention coordonnée des institutions et acteurs agissant sur l'ensemble des problèmes de vie quotidienne des jeunes, problèmes qui pourraient faire obstacle à leur insertion sociale et professionnelle mais qui, grâce à une approche globale, permettent de rechercher les solutions adaptées en matière de logement, de santé, de loisirs,... ;
- contribuer à chercher des réponses appropriées aux problèmes de formation et d'insertion dans le monde du travail qui se posent localement aux jeunes. Elle est un relais auprès des acteurs locaux des problèmes rencontrés par les jeunes en matière de formation et d'emploi.

Article 4 : Soutien de la collectivité

Le soutien financier de la Ville se traduit notamment par l'attribution d'une subvention votée par le Conseil Municipal.

Le montant de la subvention, pour l'année 2025, s'élève à la somme de 50.000,00 €.

Le comptable assignataire est Madame Annick MENARD.

Article 5 : Modalités d'exécution – Conditions de paiement des subventions

Le versement des aides sera conditionné au vote annuel de leur montant en Conseil Municipal.

La procédure de versement des subventions intervient dès que la décision du Conseil Municipal est rendue publique et exécutoire pour l'année en cours, dans le cadre du principe de l'annualité budgétaire.

Les subventions sont créditées au compte de l'Association selon les procédures comptables en vigueur et sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées à l'article 3.

Article 6 : Engagements de l'association

6.1 Obligations comptables et contrôle de l'utilisation des fonds

6.1.1 Comptabilité

L'Association s'engage à respecter les dispositions légales relatives aux obligations comptables des structures associatives et au contrôle de l'utilisation des fonds publics, notamment l'article L 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que les lois n°92-125 en date du 6 février 1992 et n°93-112 en date du 29 janvier 1993 et leurs décrets d'application.

Si l'Association fait appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, elle s'engage alors à transmettre à la Ville tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles.

Pour ce faire, elle tient une comptabilité conforme aux règles définies par le plan comptable général et aux adaptations qui en découlent en application de l'arrêté en date du 8 avril 1999 portant homologation du règlement n°99-01 en date du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, et fondations, et respecte la législation fiscale et sociale propre à son activité.

Les montants versés par la Ville, les autres collectivités territoriales et organismes divers doivent expressément figurer de manière détaillée en annexe des comptes qui sont transmis.

Au plus tard à l'expiration d'un délai de six mois suivant la fin de chaque exercice, l'Association s'engage à produire à la Ville le compte rendu financier propre à son programme d'actions, le bilan, le compte de résultat et les annexes du dernier exercice clos certifiés conformément aux dispositions de l'article 6.1.2., signés par le président ou toute personne habilitée.

6.1.2 Certification des comptes

Les obligations qui incombent à l'Association en matière de certification des comptes varient en fonction des montants qui lui sont versés.

L'Association percevant une subvention de la Ville inférieure à 76.224,00 €, elle doit, au minimum, transmettre les documents comptables signés par le président de l'Association auxquels est joint le compte-rendu de l'Assemblée Générale ayant approuvé les comptes annuels. Les obligations de certification de comptes appliquées aux associations percevant une subvention de plus de 76.224,00 € ou de plus de 150.000,00 € seraient exigibles par la Ville si dans le courant de l'année, l'attribution de nouvelles aides à l'Association lui faisaient dépasser ces seuils de subventions.

6.1.3 Contrôle des fonds publics

L'Association s'engage à rendre compte, à tout moment, de l'utilisation des fonds versés et tient sa comptabilité à la disposition de la Ville.

À ce titre, la Ville peut procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile, tant directement que par des personnes ou organismes dûment mandatés par elle, pour s'assurer du bien fondé des actions entreprises par l'Association et du respect de ses engagements vis-à-vis de la Ville.

À défaut de la production des documents comptables, la Ville se réserve le droit de ne pas procéder au versement de sa participation financière.

Article 7 : Evaluation annuelle

L'Association et la Ville se réunissent, afin d'évaluer les actions réalisées par l'Association au cours de l'exercice achevé et de vérifier leur adéquation avec les objectifs définis à l'article 3. Un programme d'actions et d'activités sera arrêté pour l'année suivante.

Le montant de la participation financière apportée par la Ville est révisé, s'il y a lieu, en fonction de la délibération annuelle du vote du montant des subventions accordées aux associations.

Les modifications annuelles portant sur le programme d'actions et d'activités sont ratifiées par les parties à la présente par un échange de simples lettres.

Toute autre modification de la présente convention s'avérant nécessaire ne peut être adoptée que par voie d'avenant.

Article 8 : Moyens mis à disposition

A/ Locaux

La Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS met à disposition de l'Association une surface de 634,26 m² à l'espace Pierre Mendès France, 18 rue Marabais à VITRY-LE-FRANÇOIS, constituée de 10 bureaux, d'une salle de réunion et d'un point information accueil.

La Ville, propriétaire d'une double salle de réunion située au sous-sol, confie par ailleurs la gestion de cette salle à l'Association, qui peut occasionnellement les mettre à disposition d'autres structures.

Les charges inhérentes à cette double salle restent à la charge de la Ville.

Cette utilisation est consentie exclusivement à l'Association pour l'accueil du public et son fonctionnement administratif.

L'Association doit veiller au respect strict de cette destination, notamment pour des raisons de sécurité.

L'Association ne pas apporter de modification à la disposition ou au contenu des locaux ou des espaces sauf accord écrit de la Ville, propriétaire.

Dans tous les cas, les améliorations ainsi apportées restent propriété de la Ville sans indemnisation d'aucune sorte.

a- Assurances

L'Association doit s'assurer pour :

- les risques incendie, explosion, dommages d'ordre électrique, dégâts des eaux, afférents aux équipements et à tous biens meubles ou immeubles ;
- sa responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers, y compris pour ceux causés aux bâtiments dont il est occupant.

La Ville s'assure pour les mêmes risques et la même responsabilité.

L'Association doit également s'assurer en responsabilité civile, pour les dommages causés aux tiers, y compris les visiteurs, dans l'utilisation de l'équipement. Il en est également ainsi, lors de l'organisation de toutes manifestations à son initiative.

En matière de risques, de dégâts des eaux, la Ville renonce à tous recours qu'en vertu de la législation en vigueur, elle pourrait être fondée à exercer en cas de sinistre contre l'Association, utilisatrice des lieux. Toutefois, en vertu du contrat d'assurance souscrit par la Ville, si la responsabilité de l'Association, auteur ou responsable du sinistre est avérée, la Ville, peut, malgré sa renonciation, exercer son recours dans les limites où cette assurance produit ses effets.

La responsabilité de la Ville ne peut, en aucun cas, être recherchée pour les dommages subis par l'Association et ses membres, les utilisateurs ou toute autre personne, à la suite de pertes, de vols, de déprédations ou autres risques non couverts par ses polices d'assurances. En ce qui concerne ces dommages, l'Association renonce à tous recours.

b- Sécurité

L'Association reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité qui doivent être affichées dans les locaux, et s'engage à les faire respecter.

c- Utilisation des installations

L'Association s'engage :

- à utiliser les installations dans le respect de l'ordre public, des bonnes mœurs et de l'hygiène ;
- à ne pas sous-louer l'équipement sauf accord express de la Ville.

d- Dispositions financières

L'utilisation des locaux est consentie à titre gratuit en ce qui concerne le loyer. Pour les charges, les conditions financières suivantes sont convenues :

- La Ville garantit, en qualité de propriétaire de l'immeuble, le clos et le couvert, ainsi que la maintenance des installations de chauffage, d'électricité et d'évacuation des eaux usées ;
- La Ville conserve à sa charge le paiement des taxes afférentes à l'immeuble.

L'Association prend en revanche à sa charge l'entretien courant, notamment celui qui résulte de l'usure liée à l'utilisation des installations ou des matériels mis à disposition. Elle fait son affaire du nettoyage et de la maintenance des locaux qui doivent, à tout moment, demeurer en parfait état de propreté.

De plus l'Association prend en charge les frais :

- d'électricité ;
- de chauffage ;
- d'eau ;
- d'une manière générale, tous les frais, impôts et taxes que la loi met à la charge des locataires ;
- les charges de copropriété avancées par la Ville.

Pour le téléphone ou les autres moyens de communication, l'Association souscrit les abonnements nécessaires et règle les consommations des fournisseurs concernés.

B/ Prestations

Les services municipaux peuvent, le cas échéant, et sur demande expresse préalable de l'Association, assurer des prestations ponctuelles pour son compte.

Article 9 : Assurances Responsabilités

Les activités de l'Association sont placées sous sa responsabilité exclusive ; l'Association doit souscrire tout contrat d'assurance propre à garantir sa responsabilité, de façon à ce que la Ville ne soit ni recherchée ni inquiétée. L'Association produit chaque année à la Ville les attestations des assurances souscrites.

Article 10 : Résiliation

La présente convention est résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité en cas de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'Association ou pour une raison d'intérêt général.

La rupture de la convention à l'initiative de la Ville peut intervenir à titre de sanction en cas d'inexécution de ses obligations contractuelles par l'Association.

La Ville peut également rompre unilatéralement la convention en cas d'inobservation des lois et règlements en matière de contrôle de l'emploi des subventions.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Si le non-respect de la convention est imputable à l'Association, cette dernière rembourse à la Ville la part de la subvention déjà perçue au prorata temporis de l'année en cours, à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre des demandes de subventions déposées auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie des sommes versées.

Pour le contrôle de l'emploi des subventions, l'Association s'engage à permettre les contrôles de l'ensemble de ses comptes conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'Association s'interdit de redistribuer tout moyen municipal mis à sa disposition sous forme d'aide ou de subvention à d'autres personnes physiques ou morales.

Article 11 : Juridiction compétente en cas de litige

La présente convention relève du régime des contrats administratifs et les litiges nés de son exécution seront de la compétence du Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Article 12 : Représentation et election de domicile de l'association

L'Association est représentée par sa Présidente Déléguée, Madame Alexandra JACQUEMOT, qui est la seule interlocutrice auprès de la Ville et responsable de la bonne exécution de la convention.

L'Association élit domicile en son siège social à VITRY-LE-FRANÇOIS pour toutes les correspondances, notifications, exploits qui lui sont adressés en ce lieu comme à personne en véritable domicile.

Fait à VITRY-LE-FRANÇOIS, le

La Président Déléguée,
de la Mission Locale,

Le Maire,

Alexandra JACQUEMOT

Jean-Pierre BOUQUET